Perturbateurs endocriniens : Une bataille dâ€™arriÃ¨re-garde contre lâ€™Ã©vidence scien

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
July 2017

La Commission europÃ©enne a obtenu un vote sur ses propositions de dÃ©finition des perturbateurs endocriniens sur la base de la dÃ©finition de l'OMS, en Ã©largissant aux catÃ©gories "perturbateurs endocriniens avÃ©rÃ©s" et "perturbateurs endocriniens prÃ©sumÃ©s", mais en maintenant le principe d'une exemption pour les pesticides agissant sur les arthropodes. Â Les scientifiques spÃ©cialistes des perturbateurs endocriniens ont rappelÃ© rÃ©guliÃ¨rement que cette exemption ne repose sur aucun fondement scientifique sÃ©rieux car la proximitÃ© est grande entre les systÃ¨mes endocriniens de l'ensemble des espÃ¨ces.Â Le RÃ©seau Environnement SantÃ© (RES) regrette que la France ait votÃ© cette rÃ©solution, se dissociant ainsi de la SuÃ¨de et du Danemark. Le RES prend acte nÃ©anmoins des 9 engagements des ministres de la Transition Ã©cologique, de la SantÃ© et de l'Agriculture de dÃ©velopper une politique ambitieuse Ã l'Ã©chelle nationale d'Ã©limination des perturbateurs endocriniens, sans prise en compte de ces critÃ¨res d'exemption et plus largement d'extension de la StratÃ©gie nationale Perturbateurs endocriniens et d'augmentation des moyens des agences et du Programme national de recherche sur les perturbateurs endocriniens.

L'enjeu est aujourd'hui d'Ã©liminer les perturbateurs endocriniens de notre environnement qui reprÃ©sentent un facteur majeur de la croissance des maladies chroniques. LesÂ Ã‰tats gÃ©nÃ©raux de l'alimentation doivent Ãªtre l'occasion de mettre en œuvre cette politique, car 80 % des perturbateurs endocriniens proviennent de l'alimentation. Le RES demande que cesÂ Ã‰tats gÃ©nÃ©raux rassemblent toutes les parties prenantes et pas seulement les exploitants agricoles et la grande distribution.Â Le RES demande Ã©galement une grande loi de santÃ© environnementale permettant de doter la France des outils pour faire face Ã cette Ã©pidÃ©mie.

RÃ©seau Environnement SantÃ©